

Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule

Ralentissement de l'activité mondiale

En 2012, l'activité mondiale a ralenti, sous l'effet de la diffusion de la crise des dettes souveraines en Europe et d'un coup de frein dans les économies émergentes. En effet, face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents ont resserré leurs politiques monétaires et budgétaires. Les économies européennes ont, quant à elles, pâti à partir de la mi-2011 à la fois du durcissement des conditions des crédits nées des tensions financières et de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire. Aux États-Unis, en revanche, la croissance s'est maintenue autour de 2 % en 2012, soutenue par une demande intérieure privée robuste et une politique monétaire très active.

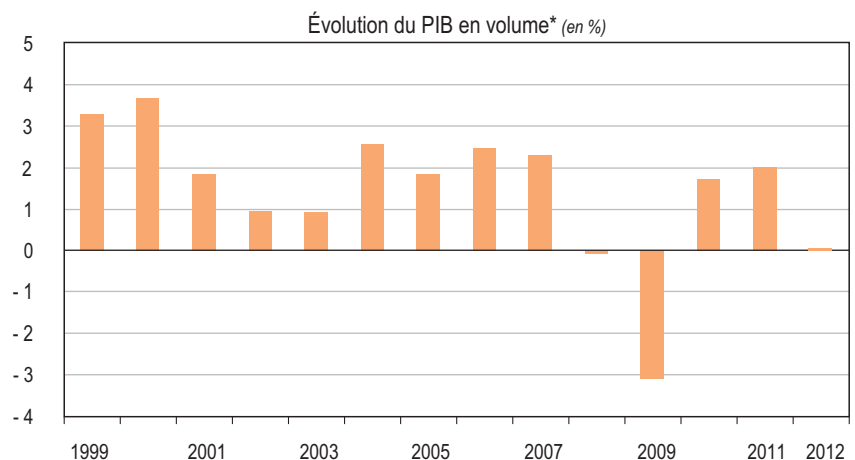
En France, le PIB stagne

En France, l'activité a stagné en 2012 (+ 0,0 %) alors qu'elle avait progressé en 2011 (+ 2,0 %).

La demande extérieure adressée à la France a en effet pâti du ralentissement mondial, et particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro. **Les exportations de biens et services ont dès lors marqué le pas en 2012** (+ 2,4 % après + 5,4 % en 2011). La contribution du commerce extérieur à l'activité a toutefois été nettement positive (+ 1,0 point) car le ralentissement des importations a été encore plus marqué (- 1,1 % après + 5,1 % en 2011). Ce ralentissement des achats à l'étranger reflète notamment le très fort mouvement de déstockage observé en 2012 (- 0,9 point de contribution à l'activité). En outre, la demande intérieure a reculé en France en 2012 (- 0,9 %).

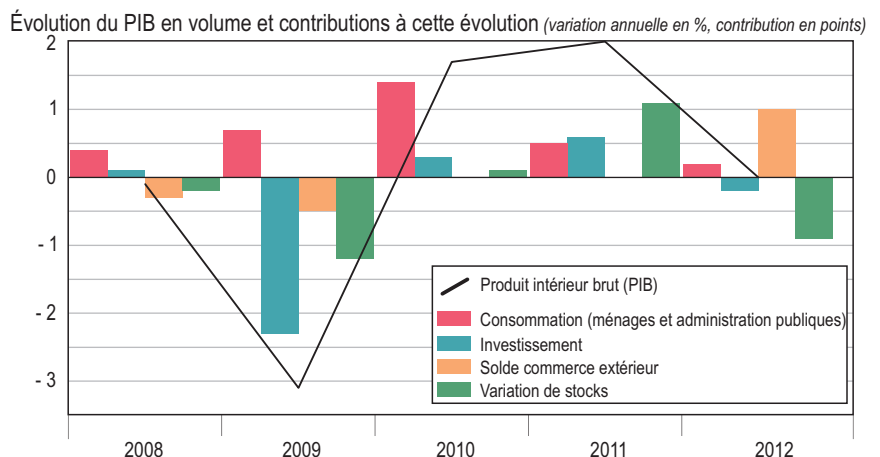
Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) a fléchi en 2012 (- 1,2 %). Les entreprises non financières ont, en particulier, réduit leurs investisse-

La France frôle la récession en 2012



* Volume au prix de l'année précédente chaîné
Source : Insee, comptes nationaux, base 2005

Les moteurs de la croissance tournent au ralenti



Source : Insee, comptes nationaux, base 2005

Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2012	
	2010	2011	2012	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	1,7	2,0	0,0	2 032,3	0,0
Importations	8,9	5,1	- 1,1	602,6	0,3
Total des emplois finals	3,2	2,7	- 0,2	2 634,9	- 0,3
Consommation effective des ménages	1,6	0,8	0,0	1 500,6	0,0
dont dépense de consommation :					
- des ménages	1,5	0,5	- 0,4	1 129,8	- 0,2
- individualisable des administrations	1,7	1,5	1,4	328,3	0,2
Consommation collective des administrations publiques	2,0	- 1,5	1,5	174,4	0,1
Formation brute de capital fixe	1,4	2,9	- 1,2	401,8	- 0,2
dont : - entreprises non financières	6,6	3,1	- 2,1	208,4	- 0,2
- ménages	- 0,4	2,4	- 0,3	110,5	0,0
- administrations publiques	- 8,1	0,2	- 0,5	63,7	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,1	1,1	- 0,9	///	- 0,9
Exportations	9,5	5,4	2,4	557,6	0,6

/// : absence de résultat due à la nature des choses

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

ments en construction (- 2,1 %) et en matériel de transport (- 11,0 %). Les ménages (- 0,3 %) ainsi que les administrations publiques (- 0,5 %) ont également freiné leurs investissements.

Le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement

La consommation des ménages a baissé en 2012 (- 0,4 %, après + 0,5 % en 2011) : il s'agit de la première baisse de la consommation observée depuis 1993. Parmi les biens manufacturés, les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012 (+ 4,2 % après + 6,8 %). Tous les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des

achats automobiles. En lien avec la faible augmentation du revenu disponible brut des ménages (+ 0,9 % en valeur après + 2,7 % en 2011), le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement (- 0,9 % en 2012 après + 0,7 %). Compte-tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel se replie de 1,5 % : c'est la plus forte baisse depuis 1984. Les ménages ont néanmoins quelque peu atténué les conséquences de ce repli sur leurs dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne (- 0,4 point) qui s'établit ainsi à 15,6 % en 2012.

De nombreuses pertes d'emplois en 2012

Avec la faiblesse de l'activité et le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, les pertes d'emplois marchands ont été importantes en 2012 (- 99 000 sur l'année), en particulier au second semestre. La baisse de l'emploi total a été toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. **Le taux de chômage a atteint 10,6 % au quatrième trimestre 2012 (10,2 % en France métropolitaine) en progression de 0,8 point sur l'année.**

■ Insee

Rechute de l'emploi en 2012

Après le ralentissement de 2011, l'emploi a décroché en 2012 dans la région. Dès le début de l'année, il a reculé plus fortement en Bretagne que sur l'ensemble du pays. Au second semestre, la situation s'est inversée mais la baisse de l'emploi reste plus importante sur un an dans la région qu'au niveau national. A quelques rares exceptions près, tous les grands secteurs d'activité sont concernés ; l'intérim et la construction sont les plus affectés. Seuls, les services marchands hors intérim ont continué à gagner des emplois (+ 0,3 % sur l'année).

Près de 6 000 emplois salariés privés dans les secteurs principalement marchands ont été détruits en 2012, annihilant ainsi l'effet de la reprise de 2010. En un an, l'emploi a reculé de 0,8 % dans la région et de 0,6 % en France métropolitaine.

L'industrie a continué de détruire des emplois même si le mouvement de baisse a un peu décéléré au regard des années passées. En 2012, le secteur industriel a perdu 1 700 emplois après en avoir déjà perdu 1 900 en 2011.

L'intérim atténue la baisse de l'emploi dans l'agroalimentaire

Près des deux tiers des emplois industriels perdus le sont dans l'industrie agroalimentaire. Le secteur perd un millier d'emplois permanents en 2012 (- 1,5 %) après une diminution de 1 300 en 2011. Sur un an, la perte d'emplois est atténuée (- 0,9 %) si l'on tient compte des effectifs intérimaires travaillant dans le secteur. L'emploi intérimaire a progressé dans la filière agroalimentaire à partir du 3^e trimestre de l'année ; en fin d'année, il est en augmentation de 3,9 % par rapport à la fin 2011.

L'industrie de la volaille a perdu un peu plus de 10 % de ses effectifs, essentiellement du fait de la crise traversée par le groupe Doux.

L'industrie de transformation et conservation de la viande de boucherie s'en sort mieux

avec une progression de l'emploi de 1,4 % entre les 4^{es} trimestres 2011 et 2012. Des entreprises comme Gatine Viandes à La Guerche-de-Bretagne, Presta Breizh à Romillé ou la Société Vitreuse d'Abattage à Vitré contribuent à la progression du secteur. Néanmoins, les perspectives de la filière viande restent incertaines pour 2013 comme l'illustre la mise en redressement judiciaire de l'entreprise d'abattage de porcs GAD SAS.

Dans les secteurs de la préparation de produits de boulangerie-pâtisserie et celui de la fabrication des plats préparés, l'emploi a progressé en 2012.

Attentisme dans l'industrie automobile

Malgré la forte baisse enregistrée au 2^e trimestre de l'année, l'emploi s'est globalement maintenu dans le secteur de la fabrication de matériels de transport grâce à la légère progression des matériels de transports autres qu'automobiles. L'industrie automobile, quant à elle, a perdu 200 emplois permanents dans la région. Les ventes de voitures neuves, qui avaient déjà ralenti en 2011, se sont effondrées en 2012 (- 14 %). Dans ce contexte, l'usine PSA Peugeot Citroën de la Janais a perdu une centaine d'emplois et s'est séparée de la quasi-totalité de ses intérimaires. Pour contenir les suppressions d'emplois, des jours de chômage partiel ont été mis en place et le travail de nuit a été supprimé. Un plan de restructuration et de sup-

pressions d'emplois est toujours en cours au sein du groupe.

Seul le secteur « cokéfaction - raffinage » est épargné par l'érosion des effectifs dans l'industrie. En 2012, l'emploi y a progressé de 1,8 % (250 emplois créés).

Pour la 4^e année consécutive, l'emploi décroît dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et fabrication de machines. 2 500 emplois ont été perdus dans ce secteur d'activité depuis le début de la crise, dont un peu plus de 300 en 2012.

Une année morose aussi pour la fabrication d'autres produits industriels. L'érosion de l'emploi a repris en 2012, après une année 2011 de quasi-stabilité. L'emploi a diminué de 0,9 % sous l'effet des pertes d'emploi dans la réparation et installation de machines et d'équipements, la fabrication de produits en caoutchouc et la fabrication de textiles, industries de l'habillement, du cuir et de la chaussure. Ailleurs l'emploi progresse, notamment dans le secteur de la métallurgie.

Enfin, conséquence de la crise du secteur automobile, les équipements et sous-traitants du secteur connaissent une année difficile. Cooper Standard France, l'équipementier automobile spécialisé dans les joints d'étanchéité, a ainsi perdu une cinquantaine d'emplois entre ses deux sites de production bretons de Rennes et Vitré.

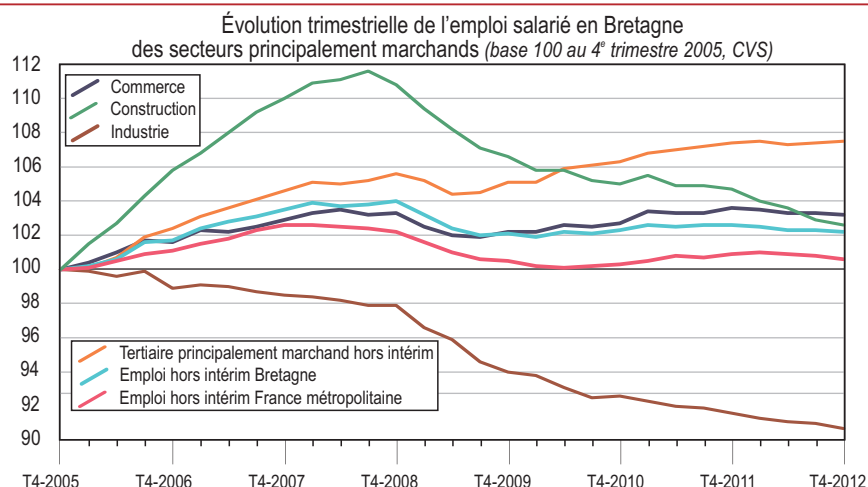
Lourde contribution de la construction

Le nombre de logements autorisés à la construction ou mis en chantier a reculé fortement en 2012. Cette atonie de l'activité a de lourdes conséquences sur l'emploi du secteur. Le secteur de la construction détruit en effet des emplois pour la 4^e année consécutive. En 2011, la baisse avait été relativement contenue (- 200 emplois). Mais en 2012 le secteur perd 1 500 emplois, soit un quart des emplois disparus depuis le début de la crise. L'érosion des effectifs avoisine 2 % et concerne tous les secteurs d'activité, le bâtiment comme les travaux publics. La baisse de l'emploi s'aggrave encore si on y ajoute celle de l'emploi intérimaire. Celui-ci a fléchi tout au long de l'année 2012 ; en fin d'année, les effectifs intérimaires sont inférieurs de 12,3 % à ceux de 2011.

Le commerce perd des emplois

Le tertiaire marchand, qui avait créé près de 4 000 emplois en 2011, en perd près de 3 000 en 2012. Hors intérim, le tertiaire pro-

Recul dans la construction et l'industrie



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi

gresse très modestement avec la création de 230 emplois, très loin des 4 500 créés en moyenne les deux années précédentes.

En 2012, les dépenses de consommation des ménages ont baissé. Cette diminution

résulte d'une progression des dépenses de consommation dans les secteurs de l'énergie et des services et d'une contraction des dépenses en produits agroalimentaires, en produits manufacturés et en biens. L'emploi dans le commerce a pâti de cette baisse

Plus forte dégradation de l'emploi en Bretagne en 2012...

Emploi salarié dans les secteurs principalement marchands (en %)

	Emploi salarié au 4 ^e trim. 2012 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen sur 5 ans *	
	Bretagne	Bretagne	France métropolitaine	Bretagne	France métropolitaine
Industrie	171,2	- 1,0	- 0,9	- 1,6	- 2,1
Industrie agroalimentaire	66,4	- 1,5	- 0,9	- 0,9	- 0,8
Cokéfaction et raffinage	13,1	1,8	1,2	- 0,2	0,4
Biens d'équipement	17,6	- 1,8	- 0,8	- 1,9	- 2,8
Matériels de transport	11,6	- 0,2	0,3	- 5,4	- 1,9
Autres branches industrielles	62,5	- 0,9	- 1,8	- 1,8	- 3,0
Construction	74,3	- 2,0	- 1,0	- 1,4	- 1,0
Tertiaire marchand	461,7	- 0,6	- 0,5	0,3	0,0
Commerce	149,0	- 0,5	- 0,7	0,0	- 0,3
Transports	58,1	- 0,1	- 0,4	0,0	- 0,3
Hébergement - restauration	41,5	- 1,5	0,6	0,6	0,8
Information - communication	26,8	1,7	0,3	2,4	0,6
Activités financières et d'assurance	31,3	2,1	0,6	1,0	0,3
Activités immobilières	7,6	- 1,4	- 1,3	- 2,0	- 1,1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien ; hors intérim	83,5	1,1	1,1	1,3	1,1
Autres activités de services	34,7	- 1,0	- 0,8	0,5	0,5
Intérim	29,3	- 9,3	- 10,7	- 3,1	- 4,7
Total	707,2	- 0,8	- 0,6	- 0,4	- 0,6

* glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi, données CVS

... notamment dans le Morbihan

Emploi salarié par département et par secteur (données CVS, en %)

	Emploi salarié 4 ^e trim. 2012 (en milliers)	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Côtes-d'Armor	112,8	-0,5	-1,3	-0,9	-1,4	-0,2	-0,9
Finistère	182,7	-1,9	-3,1	0,5	0,1	-1,7	-0,4
Ille-et-Vilaine	261,0	-0,4	-0,8	-0,5	-0,4	-17,5	-0,5
Morbihan	150,7	-1,1	-3,2	-2,0	-0,6	-10,9	-1,9
Bretagne	707,2	-1,0	-2,0	-0,6	-0,5	-9,3	-0,8

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

et reculé de 0,5 %. En un an, le secteur a perdu 700 postes, et ce repli s'est concentré dans le commerce et réparation d'automobiles et le commerce de gros. Le commerce de détail a, quant à lui, réussi à maintenir son niveau d'emploi de 2011. L'emploi dans le commerce de détail en magasin non spécialisé a même progressé en 2012, grâce notamment à la croissance des supermarchés. Il s'est tassé, en revanche, dans le commerce de détail en magasin spécialisé alimentaire ou non.

La vente à distance et la vente sur les événements et marchés confortent leur croissance en 2012. Bien qu'ils constituent une faible part dans l'ensemble du commerce, ils créent ensemble près de 300 emplois.

Les services marchands hors intérim résistent

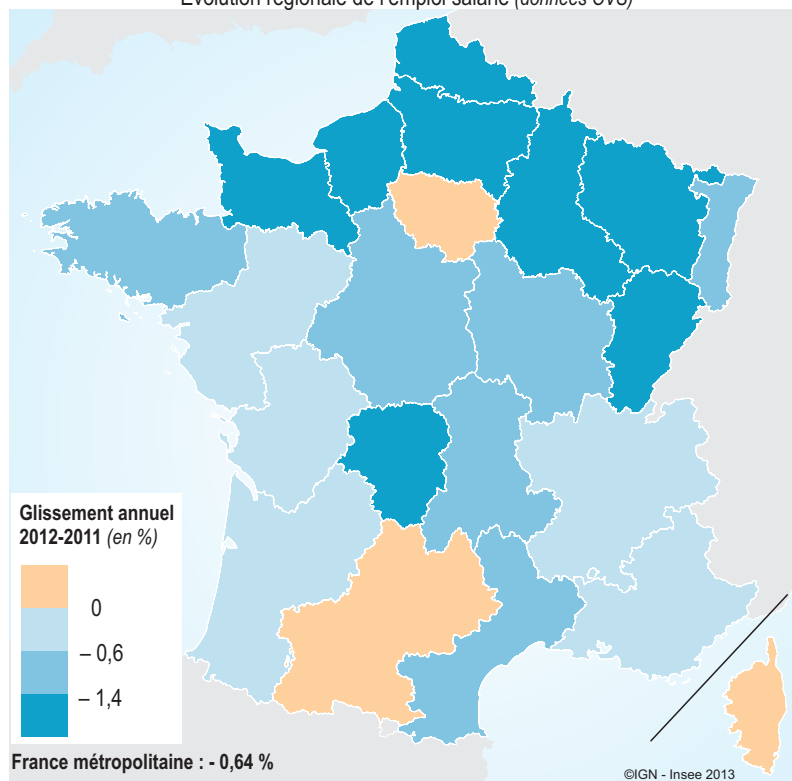
En 2012, les services marchands hors intérim constituent l'unique facteur de croissance de l'emploi en Bretagne et au niveau national. Pour autant, avec une progression de l'emploi de 0,3 % et un peu plus de 900 emplois créés, le rythme de progression est inférieur à celui de la période 2010-2011, où il dépassait 1,0 %.

Cette croissance d'ensemble reflète des résultats sectoriels contrastés. Ainsi, l'emploi dans le secteur de l'hébergement-restauration recule de 1,5 % après avoir progressé de 1,9 % en 2011. Le secteur, à l'abri depuis le début de la crise, perd 600 emplois en 2012 dans la région. Si l'hébergement est parvenu à maintenir ses effectifs en dépit d'une saison estivale médiocre, le secteur de la restauration enregistre une baisse d'emploi de 2 % entre les 4^{es} trimestres 2011 et 2012.

La croissance de l'emploi dans le secteur de l'information-communication se poursuit en 2012, même si le rythme se ralentit quelque

Seules trois régions ne perdent pas d'emploi en 2012

Évolution régionale de l'emploi salarié (données CVS)



Champ : France métropolitaine

Source : Insee, estimations d'emploi

peu. Le secteur crée près de 500 emplois en 2012 (+ 1,7 % contre + 2,9 % en 2011). Avec une progression de 3,4 % en 2012, les activités informatiques et services d'information portent la croissance du secteur. Celui de l'édition, audiovisuel et diffusion progresse modestement et celui des télécommunications stagne.

En dépit d'un 2^e trimestre médiocre, la croissance de l'emploi s'est accélérée en 2012 dans le secteur des activités financières et d'assurance : + 2,1 % après + 1,2 % en 2011. En 2012, 650 emplois ont été créés, essentiellement dans le domaine des assu-

rances et les activités auxiliaires ; dans le domaine bancaire, les effectifs se sont maintenus.

Après avoir retrouvé un certain dynamisme en 2011, les activités immobilières vacillent à nouveau en 2012. Le secteur perd ainsi la moitié des emplois créés en 2011, soit une centaine d'emplois (- 1,4 %). Sur l'ensemble du pays, l'emploi dans l'immobilier s'est replié de 1,2 %.

Le secteur des transports parvient à maintenir ses effectifs dans la région, alors que France entière, il recule de 0,4 %. Les trans-

ports par eau, l'entreposage et les services auxiliaires et les transports de voyageurs soutiennent l'activité d'ensemble. Dans un contexte peu porteur (ralentissement de l'activité et augmentation des prix des carburants), le transport routier de fret est en souffrance en 2012 et perd les emplois créés en 2011.

Mieux dans les services aux entreprises...

La progression de l'emploi se poursuit en 2012 dans les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien (hors intérim) à un rythme un peu ralenti

au regard de 2011. L'ensemble du secteur a créé un millier d'emplois (+ 1,1 %). Au sein de ce secteur constitué de services divers destinés aux entreprises, seules quelques activités ne suivent pas la tendance d'ensemble orientée à la hausse. Ainsi, le secteur de la publicité et études de marché et les activités d'agences de voyage perdent des emplois comme en 2011.

...que dans les services aux ménages

À l'inverse, les services aux personnes se replient un peu plus en 2012. Après avoir baissé de 0,1 % en 2011, ils reculent de 1 % en

2012 et perdent 350 emplois. France entière, le secteur des services aux personnes génère 1 500 emplois nouveaux en 2012 (+ 0,2 %). Les activités des organisations associatives, les activités sportives et celles des bibliothèques, archives, musées... sont bien orientées. Cependant, cela ne suffit pas à compenser les baisses d'emploi enregistrées ailleurs et en particulier dans le secteur des autres services personnels (blanchisserie-teinturerie, coiffure et soins de beauté, services funéraires et activités connexes).

■ Marie-Paule Le Bris - Insee

Des destructions d'emplois concentrées pour moitié dans l'intérim

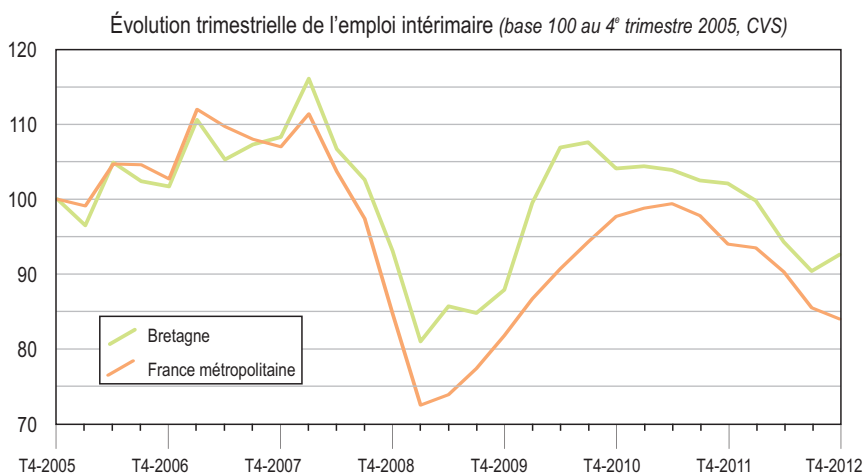
Après avoir fléchi en 2011, l'emploi intérimaire s'est fortement contracté en 2012, malgré l'amélioration enregistrée au dernier trimestre. À lui seul, il a contribué pour moitié aux 6 000 emplois détruits dans les secteurs principalement marchands dans la région. Hors intérim, l'emploi dans le tertiaire marchand est en effet stable, alors qu'il se replie de 0,6 % intérim compris.

L'industrie et la construction, principaux secteurs utilisateurs d'intérimaires dans la région, ont fortement diminué leur recours à l'intérim en 2012, ce qui aggrave leurs pertes d'emplois permanents. Intérim compris, le secteur industriel perd 2 % de ses emplois et l'emploi intérimaire y chute de 12 %. Le recours à l'intérim dans les industries agroalimentaires a permis de limiter les baisses d'emplois, mais il en va tout autrement dans les autres branches industrielles.

Ainsi, hors industrie agroalimentaire, l'emploi industriel, intérim compris, se replie de 2,7 %. Dans les autres secteurs industriels, hors matériels de transport, la baisse de l'emploi intérimaire avoisine 22 %. Dans ce dernier secteur, la réduction de l'emploi est encore plus forte (- 5,7 %) et le nombre d'intérimaires a diminué des deux tiers.

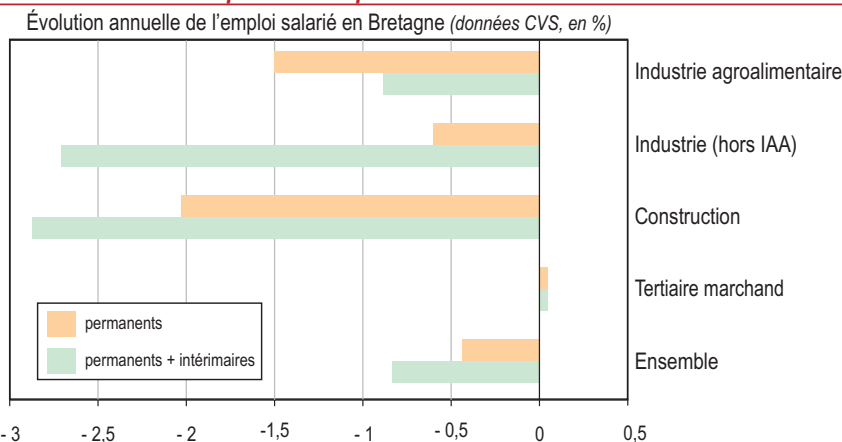
L'intérim progresse dans les secteurs du commerce (+ 6,0 %) et dans les services aux entreprises (+ 5,5 %), sans que cela n'ait d'effet notable sur les évolutions globales d'emplois, le taux de recours à l'intérim étant faible dans ces secteurs.

Léger sursaut de l'intérim au 4^e trimestre



Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre
Source : Insee, estimations d'emploi

L'intérim atténue les pertes d'emploi dans les IAA



Note : les intérimaires sont affectés au secteur dans lequel ils effectuent leur mission.
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee - Estimations d'emploi au 4^e trimestre 2012, Direccte Bretagne

Hausse continue du chômage en 2012

La dégradation du marché du travail amorcée mi-2011 s'est confirmée en 2012. L'année a ainsi été marquée par une hausse continue du taux de chômage et de la demande d'emploi, plus forte en Bretagne qu'au niveau national. Sur le marché du travail, ce sont les seniors qui connaissent la situation la plus défavorable.

Le taux de chômage grimpe d'un point

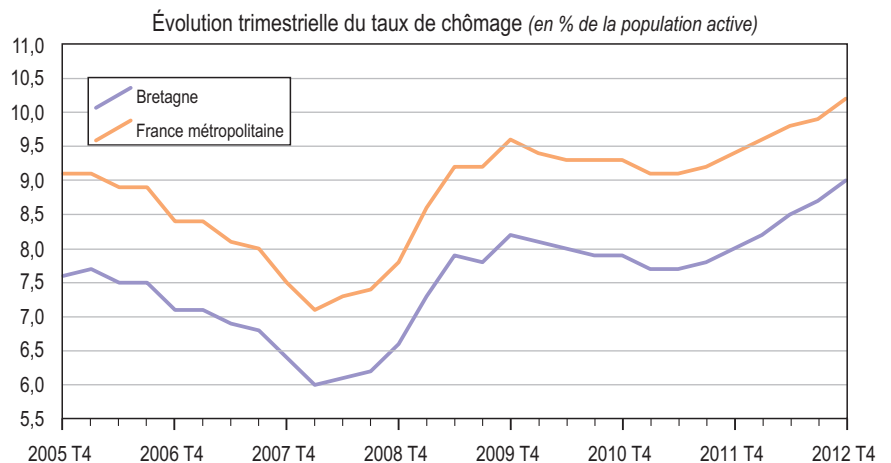
Reparti à la hausse depuis mi-2011, le taux de chômage poursuit sa croissance régulière en 2012 pour atteindre 9 % en Bretagne en fin d'année. Sur un an, il a ainsi augmenté d'1 point, soit une évolution plus défavorable qu'en moyenne métropolitaine (+ 0,8 point). Cependant, même si l'écart s'est resserré en cours d'année, le taux de chômage reste à la fin 2012 inférieur de 1,2 point en Bretagne comparé à la moyenne du pays. Cette évolution a cependant modifié l'ordre des régions. Toujours ex-æquo comme à la fin 2011, la Bretagne et les Pays de la Loire, désormais devancées par l'Île-de-France (8,8 %), ne sont plus les régions de France les moins exposées au chômage.

Sur l'année 2012, la plus forte hausse du taux de chômage s'est produite en Ile-et-Vilaine (+ 1,2 point), tandis que le Morbihan a suivi l'évolution régionale et que le Finistère et les Côtes-d'Armor sont légèrement en-dessous, à + 0,9 point. Pour autant, l'Ile-et-Vilaine reste le département breton ayant le plus faible taux de chômage (8,5 %).

Une hausse de la demande d'emploi supérieure de trois points à l'évolution nationale

Au cours de l'année 2012, le marché du travail en Bretagne a continué de se dégrader plus fortement qu'au niveau national. En effet, la demande d'emploi globale (catégories A, B et C), en hausse depuis le printemps 2011, n'a cessé d'augmenter au cours de l'année 2012, pour atteindre 222 900 inscrits fin décembre. En un an, cet

Six trimestres consécutifs de hausse du taux de chômage



Note : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Un taux de chômage à 9 % fin 2012

Évolution trimestrielle du taux de chômage par département (en %)

	2011 4 ^e trim.	2012 1 ^{er} trim.	2012 2 ^e trim.	2012 3 ^e trim.	2012 4 ^e trim.(p)	Évolution sur un an*
Côtes-d'Armor	8,2	8,5	8,6	8,8	9,1	0,9
Finistère	8,4	8,5	8,8	8,9	9,3	0,9
Ile-et-Vilaine	7,3	7,5	8,0	8,1	8,5	1,2
Morbihan	8,5	8,7	9,0	9,0	9,5	1,0
Bretagne	8,0	8,2	8,5	8,7	9,0	1,0
France métropolitaine	9,4	9,6	9,8	9,9	10,2	0,8

* : en points de %

p : données provisoires

Note : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

effectif a augmenté de 11,7 %, soit 3,1 points de plus qu'en moyenne France métropolitaine. Les demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) sont 139 500 inscrits en fin d'année, en augmentation de 13,3 % sur un an contre 10,2 % pour l'ensemble de l'Hexagone.

L'évolution de la demande d'emploi est plus défavorable pour les hommes

En lien avec le recul de l'emploi dans l'industrie et la construction, la situation s'est particulièrement dégradée pour les hommes en 2012.

Concernant les demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A), leur effectif augmente de 14,4 % contre 11,9 % pour les femmes. Fin 2012, ils sont 73 700 et représentent 52,9 % des inscrits.

En revanche, les femmes sont plus nombreuses (51,8 %) parmi les demandeurs d'emploi des catégories A, B et C. Mais, là encore, la hausse du nombre d'inscrits chez les femmes est moins forte que chez les hommes (respectivement + 10,7 % et + 12,8 %).

Les jeunes et les seniors durement touchés par la hausse de la demande d'emploi

Dans un contexte économique difficile, la demande d'emploi des jeunes bretons au cours de l'année 2012 enregistre une forte hausse. Au total, fin décembre, 39 300 jeunes âgés de moins de 25 ans sont inscrits en catégories A, B ou C. En un an, leur effectif a augmenté de 13,6 % soit 1,9 point de plus que pour l'ensemble des publics. Le nombre de jeunes n'ayant exercé aucune activité (catégorie A), augmente presque autant (+ 13,4 %).

Comme en 2011, la situation des seniors sur le marché de l'emploi continue de se dégrader. Fin 2012, la Bretagne compte 44 600 demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus inscrits en catégories A, B ou C : leur effectif augmente de 16,4 % en un an. Pour les seniors n'ayant exercé aucune activité (catégorie A), la hausse est encore plus forte (+ 18,5 %). Leur part parmi l'ensemble des demandeurs

La demande d'emploi progresse de 12 % en 2012 (cat. A, B et C)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2012 (en milliers)		Évolution sur un an (en %)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	107,4	73,7	12,8	14,4
Femmes	115,5	65,7	10,7	11,9
Moins de 25 ans	39,3	24,5	13,6	13,4
25 à 49 ans	139,0	85,5	9,8	11,5
50 ans ou plus	44,6	29,5	16,4	18,5
Inscrits depuis plus d'un an	83,5	nd	16,6	nd
Bretagne	222,9	139,5	11,7	13,3
France métropolitaine	4 689,8	3 193,3	8,6	10,2

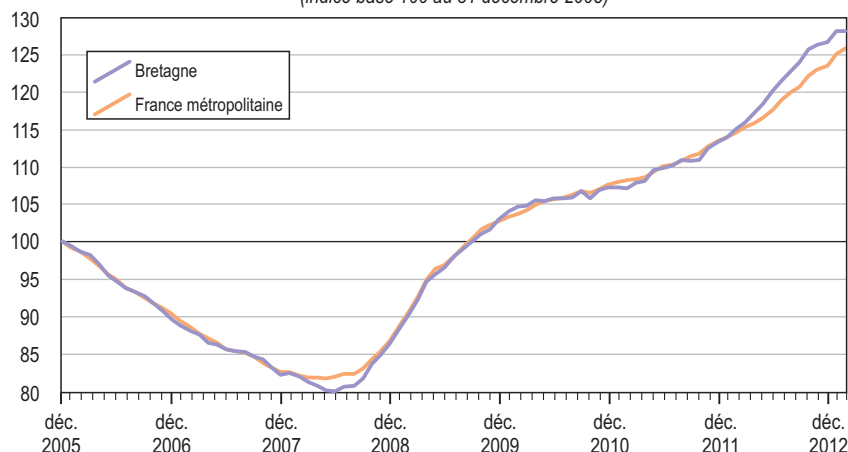
nd : données non disponibles

Note : données brutes

Sources : Pôle emploi ; DARES

La demande d'emploi progresse plus vite en Bretagne

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi (catégories A, B et C) (indice base 100 au 31 décembre 2005)



Champ : demandeurs d'emploi en fin de mois catégories A, B et C ; données CVS ; les séries de la France métropolitaine sont également corrigées des jours ouvrables

Note : données mensuelles

Source : Pôle emploi - Dares, traitement Direccte

d'emploi tend toutefois à se stabiliser autour de 20 %, après un fort accroissement (de 16,5 % début 2008 à 20,4 % fin 2011) lié à la fin des mesures de dispense de recherche d'emploi.

Les difficultés accrues sur le marché du travail rendent difficile le retour à l'emploi, impactant fortement la demande d'emploi de longue durée. Ainsi 83 500 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A, B ou C

depuis plus d'un an. La hausse de ces effectifs observée en 2011 s'est poursuivie tout au long de l'année 2012 (+ 16,6 % sur un an). Les demandeurs d'emploi de longue durée représentent 37,5 % du total des demandeurs d'emploi, soit un point de plus qu'en 2011.

■ **Stéphanie Ribouleau - Direccte**
et **Carole Rieu - Insee**

Le chômage partiel augmente en 2012

Entre janvier et décembre 2012, 1 050 demandes¹ d'activité partielle ont été enregistrées contre 880 en 2011.

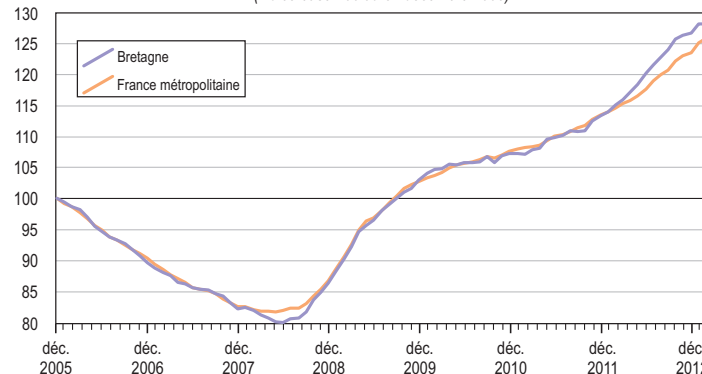
Concernant les heures effectivement consommées, elles s'élèvent à plus de 1 100 000 entre janvier et décembre 2012 et dépassent le volume enregistré en 2011 (990 000 heures).

Les secteurs qui recourent le plus fréquemment à l'activité partielle sont l'industrie automobile et les industries des biens intermédiaires qui concentrent deux tiers des heures consommées sur l'année. Les effectifs concernés sont à 90 % des ouvriers.

1- En raison des délais nécessaires à l'enregistrement des consommations d'activité partielle, les statistiques sont susceptibles d'être révisées d'un trimestre à l'autre, notamment sur les données les plus récentes (les deux derniers trimestres sont en pointillés).

La demande d'emploi progresse plus vite en Bretagne

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi (catégories A, B et C) (indice base 100 au 31 décembre 2005)



Champ : demandeurs d'emploi en fin de mois catégories A, B et C ; données CVS ; les séries de la France métropolitaine sont également corrigées des jours ouvrables
Note : données mensuelles
Source : Pôle emploi - Dares, traitement Directe

LEXIQUE

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle Emploi.

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois m sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur

les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, et C.

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi, peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée.

Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel. Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile. Le dispositif du chômage partiel a pour but d'éviter des licenciements : il permet à une entreprise qui subit une perte d'activité de nature économique, technique ou naturelle, de réduire temporairement les horaires de ses effectifs.

La Dares publie trimestriellement des données sur le nombre d'heures et les montants financiers consommés d'activité partielle ainsi que les effectifs concernés (en brut et en CVS) depuis le premier trimestre 2008.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). Il est calculé selon les normes du Bureau International du Travail, seul concept permettant des comparaisons internationales. Pour être chômeur au sens du BIT, 3 critères doivent être satisfaits :

- ne pas avoir travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours de la semaine de référence ;
- être disponible pour travailler ;
- effectuer des démarches effectives de recherche d'emploi.

Au niveau national, les taux de chômage au sens du BIT sont estimés trimestriellement à partir de l'enquête emploi. Aux niveaux régionaux et départementaux, ils sont estimés par ventilation du nombre national de chômeurs selon une clé de répartition issue des données de Pôle Emploi.

Léger fléchissement des créations et défaillances d'entreprises en 2012

L'année 2012 est marquée par un léger repli des créations d'entreprises en Bretagne. Le secteur des services aux entreprises est le plus touché par ce ralentissement, tandis que celui des services aux particuliers tire son épingle du jeu. Malgré le contexte économique morose, les défaillances d'entreprises diminuent en Bretagne en 2012, après avoir augmenté en 2011.

Création d'entreprises hors auto-entrepreneuriat : un recul moindre en Bretagne qu'en France métropolitaine

Alors qu'au niveau métropolitain le nombre de créations est quasi identique à celui de 2011 (+ 0,2 %), la Bretagne, avec 190 créations en moins, connaît en 2012 un léger fléchissement de ses créations d'entreprises (- 1 %). En effet, la hausse des créations d'auto-entreprises (+ 2,1 %) ne compense pas le net recul de la création de sociétés (- 2,6 %) et surtout celui du nombre d'entreprises individuelles créées (- 7,5 %).

Cependant, ce constat doit être nuancé pour deux raisons. Tout d'abord, l'évolution est plus favorable au niveau national du fait de la plus forte progression des créations d'auto-entreprises. Hors auto-entrepreneuriat, le recul de la création d'entreprises est plus marqué en France métropolitaine : - 4,3 % pour les sociétés et - 9,2 % pour les entreprises individuelles. Ensuite, la situation s'est redressée au second semestre et la Bretagne termine l'année 2012 avec deux trimestres consécutifs de hausse de la création d'entreprises, hors auto-entrepreneuriat.

Le Morbihan est le département ayant connu les évolutions les moins favorables quel que soit le statut d'entreprises considéré : le recul des créations d'entreprises individuelles y est de - 12,8 % et celui des sociétés de - 6,3 %, alors que le nombre de créations en auto-entreprises n'a progressé que de 0,5 %. Dans ce département, le commerce, trans-

port, hébergement et restauration (- 8 %), les services aux entreprises (- 7 %) et la construction (- 6 %) sont les secteurs ayant le plus reculé en termes de créations d'entreprises.

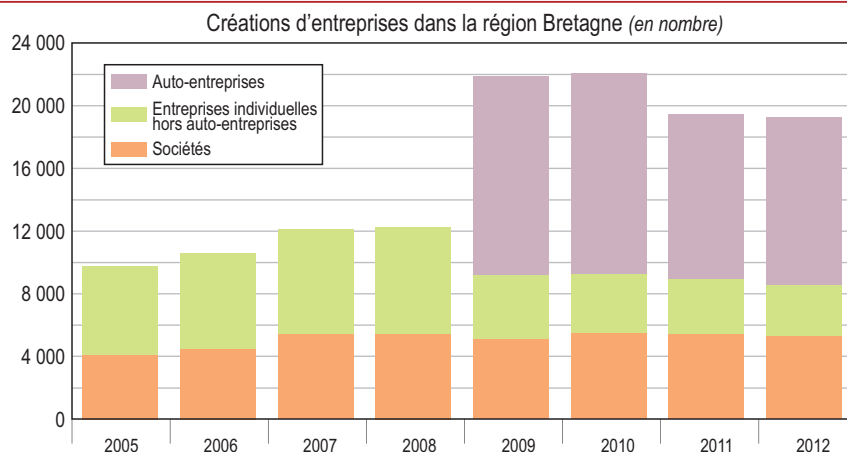
Bonne tenue dans les services aux particuliers

Avec plus de 4 660 créations d'entreprises en 2012, la création dans le secteur des services aux particuliers a progressé de 4 % en Bretagne. Tous les départements sont concernés. La progression est sensible dans

le Finistère (+ 6,9 %) et les Côtes-d'Armor (+ 6,1 %). Toutes les formes d'entreprises ont profité de cette hausse, spécialement les entreprises individuelles (+ 6,6 %) avec notamment une hausse de plus de 20 % dans les Côtes-d'Armor.

L'augmentation est plus faible pour les sociétés (+ 3,6 %) et masque une grande disparité suivant les départements : - 22 % pour le Finistère, mais + 19 % pour le Morbihan et même + 27 % pour les Côtes-d'Armor.

2012 presque au niveau de 2011

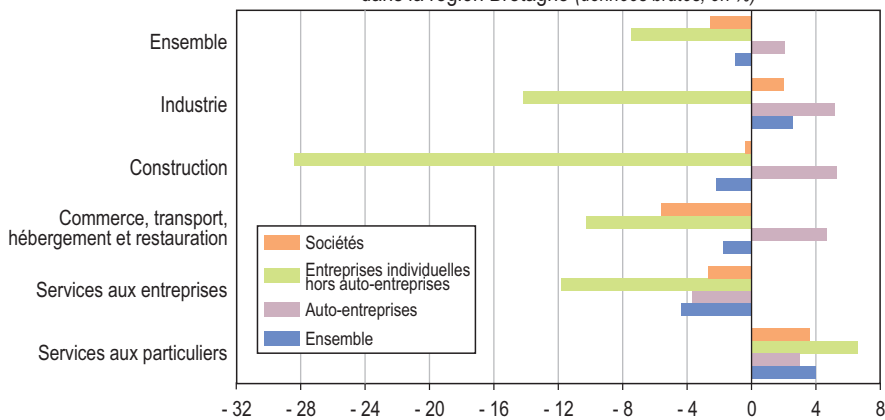


Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Fort recul des créations en entreprises individuelles

Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises dans la région Bretagne (données brutes, en %)



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

plus prononcée dans le Morbihan. Toutes les formes juridiques sont impactées, en particulier les entreprises individuelles, en recul de -11,8 % globalement et jusqu'à -16 % dans les Côtes-d'Armor et -20 % dans le Finistère. Le recul des créations de sociétés est plus modéré (-2,7 %), mais atteint -5,5 % en Ille-et-Vilaine.

La construction et le commerce, transport, hébergement et restauration également en difficulté

Les secteurs de la construction et du commerce, transport, hébergement et restauration accusent chacun une baisse des créations d'environ 2 % en Bretagne. Dans la construction, la baisse du nombre de créations d'entreprises individuelles est spectaculaire : -28 % globalement, et même -33 % dans le Morbihan. Dans le commerce, transport, hébergement et restauration, à la baisse des créations en entreprises individuelles (-10,3 %) s'ajoute celle, également manifeste, des sociétés (-5,6 %).

Les auto-entreprises progressent dans tous les secteurs, sauf celui des services aux entreprises

Les auto-entreprises représentent plus de 55 % du total des créations bretonnes. Après le net fléchissement de 2011 (-18,3 %), les immatriculations d'auto-entreprises ont repris en 2012 (+2,1 %), sauf pour le secteur des services aux entreprises (-3,7 %). Cette augmentation se retrouve dans tous les départements bretons. Elle est la plus forte dans le Finistère (+5 %), puis en Ille-et-Vilaine (+1,7 %). Près d'une immatriculation d'auto-entreprises sur trois est réalisée en Ille-et-Vilaine en 2012.

Les secteurs de l'industrie et de la construction ont connu les plus fortes augmentations d'auto-entrepreneurs (+5 %), suivis par celui du commerce, transport, hébergement et restauration (+4,7 %).

La contribution des auto-entreprises à la création d'entreprises est particulièrement forte dans l'industrie (65,7 %) et dans les services aux particuliers (près de 64 %).

Recul des défaillances d'entreprises en 2012

A contre-courant de l'évolution nationale

Une hausse en trompe-l'œil de la création d'entreprises dans l'industrie

La hausse du nombre de créations dans l'industrie (+2,6 %) doit être relativisée. D'une part, elle ne concerne pratiquement que le Morbihan (+9,2 %), les autres départements étant quasi stationnaires. Ces créations morbihannaises dans l'industrie se sont essentiellement effectuées sous le régime d'auto-entrepreneur (70 %) et se retrouvent principalement dans le petit artisanat, souvent à destination des particuliers (fabrication de bijoux, d'habits, de meubles, de cartes de visite, etc.). D'autre part, les créations d'entreprises individuelles dans l'in-

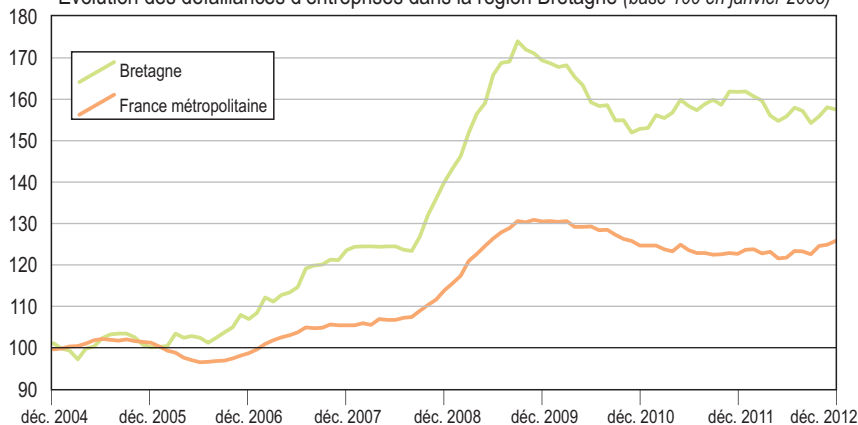
dustrie sont au plus bas depuis 2000. En Ille-et-Vilaine, il n'y a eu que 12 créations en 2012, soit deux fois moins qu'en 2011. Le Morbihan enregistre seulement 26 créations (contre 43 en 2011). Pour les sociétés enfin, la légère hausse des créations est entièrement portée par le département d'Ille-et-Vilaine (+17 %).

Services aux entreprises : rien ne va plus

Le secteur des services aux entreprises est le plus touché par le recul des créations d'entreprises en 2012 (-4,4 %). Les quatre départements accusent une baisse, encore

Moins de défaillances d'entreprises en 2012 qu'en 2011...

Évolution des défaillances d'entreprises dans la région Bretagne (base 100 en janvier 2005)



Note : données brutes, en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 05/03/2013)

(+ 2,5 %), les défaillances d'entreprises ont baissé en 2012 en Bretagne (- 2,6 %), alors qu'elles avaient progressé en 2011.

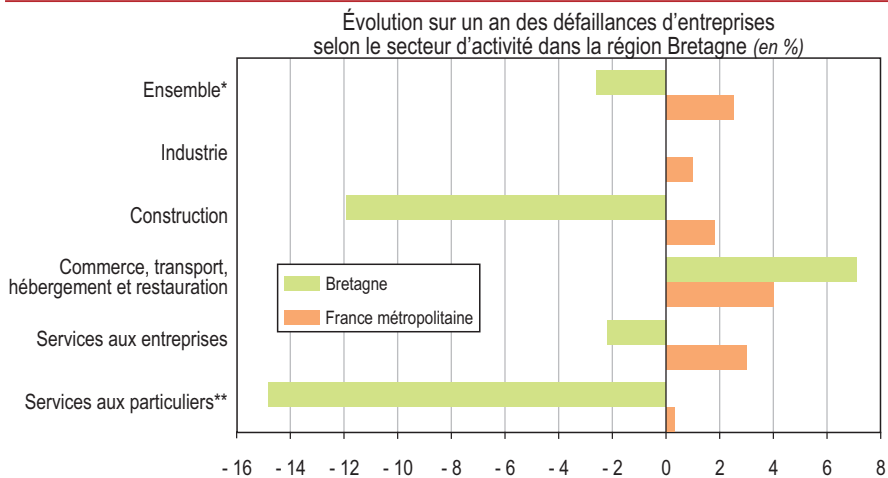
La hausse des défaillances d'entreprises a touché tous les grands secteurs d'activité en France métropolitaine, alors qu'en Bretagne, seul le secteur commerce, transport, hébergement et restauration est concerné (+ 7,1 %).

Les défaillances ont particulièrement reculé dans la construction (- 11,9 %) et les services aux particuliers, enseignement, santé (- 14,8 %).

L'année 2012 a enregistré 2 654 défaillances d'entreprises en Bretagne. La situation est très contrastée selon les départements puisqu'en Ile-et-Vilaine la baisse des défaillances atteint près de 10 %, alors que le Finistère connaît lui une hausse proche de 9 %. Avec 759 défaillances d'entreprises, le Finistère est le département breton ayant enregistré le plus de défaillances. Il est aussi le seul à voir ce nombre augmenter en 2012.

■ Robert Granger
et Carole Rieu - Insee

... sauf dans le commerce, transport, hébergement et restauration



* y compris agriculture

** hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 05/03/2013)